



**Revue de presse des Sans-Chemise  
- 1<sup>er</sup> octobre 2008**

*Notre revue de presse publie des articles parus dans la presse d'ici et d'ailleurs. Les opinions émises dans ces textes ne reflètent pas nécessairement les positions des Sans-Chemise ou de ses membres. Le choix des articles est basé sur quatre grandes thématiques : l'assurance-emploi, l'assurance-chômage, l'économie et le marché du travail. Pour terminer, la revue de presse des Sans-Chemise n'a qu'un seul but, soit celui de vous informer.*

*Bonne lecture !*

**Comité communication- Sans-Chemise**

.....  
**Le Devoir, 1 octobre 2008 : Comparaison: les travailleurs**

Le Devoir termine la comparaison par thèmes des programmes électoraux des principaux partis. Aujourd'hui: les travailleurs.

**Bloc québécois**

Les centaines de milliers de pertes d'emplois dans le secteur manufacturier au cours des dernières années ont saigné les économies du Québec et de l'Ontario. Il n'est donc pas étonnant que le parti de Gilles Duceppe se fasse le porteur de promesses d'aide à ces entreprises de transformation. Le Bloc québécois propose la mise en place d'un programme de prêts et de garanties de prêts qui permettrait aux entreprises d'acheter des équipements plus efficaces et de diversifier leur production. Il veut aussi ressusciter le programme de diversification des économies forestières aboli par le gouvernement conservateur.

Le Bloc entend aider l'industrie textile québécoise plus spécifiquement en permettant l'entrée au pays sans douane de vêtements confectionnés à l'étranger avec des tissus d'ici. Pour relancer les chantiers maritimes, le Bloc propose d'accorder un crédit d'impôt aux armateurs achetant ou faisant réparer des bateaux

au Canada. Un tel crédit aurait ramené, évalue le parti, des contrats d'une valeur d'au moins 100 millions de dollars.

Le Bloc exige depuis des années l'adoption d'une loi interdisant le recours aux briseurs de grève similaire à celle du Québec. À l'heure actuelle, les entreprises relevant de la compétence fédérale (banque, aéronautique, télécommunications, etc.), même en territoire québécois, en sont exclues. Les onze tentatives législatives du Bloc québécois ont toutes échoué jusqu'à présent, les gouvernements libéraux et conservateurs s'y étant opposés.

Enfin, le parti de Gilles Duceppe veut réformer le programme d'assurance-emploi afin qu'il soit géré de manière indépendante. Les cotisations versées ne seraient plus incluses dans le fonds consolidé du gouvernement fédéral, mais plutôt dans une caisse distincte, assurant que tout surplus irait aux travailleurs-cotiseurs et non au financement d'autres programmes gouvernementaux.

### **Parti conservateur**

Le Parti conservateur propose de nombreuses mesures fiscales pour soulager le porte-monnaie des travailleurs, que ce soit un crédit d'impôt sur les revenus de travail, pour l'achat d'une nouvelle maison ou encore pour l'utilisation du transport en commun. Mais les mesures visant directement le milieu du travail sont plus rares.

Ainsi, le gouvernement a versé en début d'année une aide de un milliard de dollars au secteur manufacturier, aide que Stephen Harper avait songé rendre conditionnelle à l'adoption de son budget, alors que le climat était à l'élection. Devant le barrage de critiques, il avait reculé et versé l'argent immédiatement.

Le Parti de Stephen Harper a aussi promis d'aider davantage les travailleurs âgés qui perdent leur emploi. L'Initiative pour les travailleurs âgés, qui jouit déjà d'un budget de 90 millions de dollars pour les trois prochaines années, sera bonifiée de 60 millions pour atteindre 50 millions par année.

### **Parti libéral**

Prenant acte lui aussi de la crise manufacturière, le parti de Stéphane Dion propose de mettre en place un Fonds pour la prospérité doté d'un milliard de dollars. L'argent servira à effectuer des «investissements massifs» dans ce secteur et celui de la recherche et développement.

C'est peut-être le Parti libéral qui avait réformé en profondeur le programme d'assurance chômage (comme il était appelé autrefois) et laissé pour compte de

nombreux chômeurs n'y étant plus admissibles, mais c'est aussi lui qui se propose maintenant de le bonifier.

Dans les régions éloignées où le taux de chômage est élevé, Stéphane Dion propose ainsi de permettre aux chômeurs acceptant un travail temporaire de conserver 40 % (ou 75 \$) de leur prestation hebdomadaire. Il veut aussi leur permettre d'utiliser leurs 14 meilleures semaines salariales de l'année (au lieu des 26 dernières, bonnes ou mauvaises) aux fins de calcul de la prestation à laquelle ils ont droit. Il propose enfin de prolonger de cinq semaines leurs prestations afin d'éliminer le «trou noir», ce moment où, n'étant plus admissibles à l'assurance-emploi, les travailleurs n'ont pas encore repris leurs fonctions saisonnières et se retrouvent donc sans aucun revenu.

### **NPD**

Avec les fortes racines syndicales du NPD, la protection des travailleurs est une tendance naturelle pour ce parti. Sa première mesure frappe l'imaginaire: reprendre la tradition d'imposer un salaire minimum national et le hausser immédiatement à 10 \$ l'heure. (Il s'établit à 8,50 \$ au Québec et sera de 9,50 \$ en Ontario à partir du 1er janvier prochain.) Un nouveau jour férié sera instauré en février.

Le recours aux briseurs de grève serait aussi interdit avec un gouvernement néodémocrate, et le parti rendrait automatique l'application de l'équité salariale en milieu de travail au lieu d'attendre le dépôt de plaintes de travailleuses.

La formation de Jack Layton a promis la mise en place d'un Fonds d'emplois verts doté de 750 millions de dollars chaque année et qui servira à recycler les travailleurs licenciés. Ce fonds est toutefois conditionnel à la vente de droits de pollution aux grandes entreprises.

Le NPD veut aussi nommer un Commissaire à la protection des emplois, qui ferait enquête chaque fois que d'importantes fermetures d'usines - et de pertes d'emplois - surviendraient. Il veut même aller jusqu'à rendre plus difficile l'importation de biens de consommation provenant de pays où les normes en matière de travail et de salaire, notamment, sont «inacceptables». Ces pays ne sont pas énumérés.

### **Parti vert**

Le parti d'Elizabeth May propose des mesures très similaires à celles du NPD: un salaire minimum fédéral fixé à 10 \$ l'heure ainsi qu'une loi interdisant le recours aux briseurs de grève lors d'un conflit de travail.

Le Parti vert se démarque toutefois dans sa volonté de réduire la cadence de travail

au pays afin de diminuer le stress des travailleurs et de les aider à retrouver un équilibre entre le travail et la vie familiale. Ainsi, la formation promet d'instaurer un minimum de trois semaines de vacances payées par année au lieu de deux. Le Parti vert calcule que de nombreux pays européens ont fait de même et que leur productivité y est pourtant supérieure à celle du Canada. Le Parti vert s'engage également à épauler les provinces qui voudraient réduire le nombre d'heures travaillées chaque semaine pour les ramener à 35.

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 30 septembre 2008 - Parti libéral : Un plan pour l'Atlantique**

Les libéraux de Stéphane Dion veulent conserver leurs acquis en Atlantique. Le parti a dévoilé mardi son programme politique conçu pour les électeurs des quatre provinces de l'est du pays.

Au déclenchement des élections, les libéraux étaient confortablement installés en Atlantique. Ils y détenaient 20 des 32 circonscriptions.

Les candidats libéraux en Nouvelle-Écosse pensent qu'ils peuvent garder tous ces sièges en raison, disent-ils, de l'accueil chaleureux qu'ils reçoivent en faisant du porte-à-porte.

Ce n'est pas le cas partout au pays où l'image du chef Stéphane Dion et l'idée d'imposer une taxe sur le carbone nuisent au parti, d'où l'importance pour les libéraux de conserver leurs acquis dans l'est.

« Nous avons un plan pour notre région. Nous avons une vision pour notre région. On ne voit pas cela d'autres partis en ce moment », affirme le chef du caucus des libéraux en Atlantique, le député sortant Geoff Regan.

Dans son plan régional, le parti n'annonce rien de nouveau, mais par exemple, il réitère son intention d'ajouter cinq semaines de prestation d'assurance-emploi aux travailleurs qui occupent un emploi saisonnier.

Le Nouveau Parti démocratique, pour sa part, ne sentait pas le besoin de rendre public un plan seulement pour l'est du pays, explique la porte-parole Gaby Senay.

« Dans notre plateforme, on s'adresse directement aux gens de l'Atlantique. Entre autres, on parle de s'assurer de veiller à ce que l'accord Atlantique soit mis en place et respecté », précise Gaby Senay.

Les conservateurs n'ont pas encore dévoilé la totalité de leur programme politique.

\*\*\*\*\*

## **La Tribune, 30 septembre 2008 - Assurance-emploi : les Sans-Chemise réclament des améliorations**

Des améliorations significatives doivent être apportées au régime de l'assurance-emploi si on veut en faire une véritable protection contre le chômage.

Cette position est défendue par la coalition régionale des Sans-Chemise, une coalition de syndicats et d'organismes communautaires qui entendent profiter de la campagne électorale pour attirer l'attention sur les dossiers touchant au chômage et à la pauvreté. Les porte-parole de la coalition des Sans-Chemise sont Ricky Lewis, de la FTQ; Jean Lacharité, de la CSN; Denis Vigneault, de la CSD; Sylvie Simoneau, du SEE-CSQ; Denis Poudrier, du Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie; et Suzanne Labbé, de Solidarité populaire Estrie.

«Cinquante-sept milliards de dollars de surplus dans la caisse de l'assurance-emploi et rien pour les chômeurs! Nos votes vont parler!», a lancé Mme Labbé en reprenant le slogan qui peut être lu sur les affiches des Sans-Chemise qui viennent d'apparaître dans le décor électoral.

«L'assurance chômage, c'est fait pour protéger économiquement le monde, ce n'est pas pour soutenir la politique partisane des gouvernements fédéraux tant libéral que conservateur», a déclaré pour sa part M. Lewis, en rappelant que les gouvernements libéraux et conservateurs ont abaissé le montant et la durée des prestations de chômage et puisé dans les surplus ainsi dégagés de la caisse de l'assurance-emploi.

«La question de l'assurance-chômage fait l'objet de préoccupations particulières en Estrie. Les disparités de traitement dont sont victimes les résidents de la région économique de Sherbrooke sont inacceptables», a affirmé M. Poudrier. Il s'élevait contre le fait que deux travailleurs mis à pied par le même employeur peuvent recevoir des prestations différentes s'ils habitent, par exemple, Sherbrooke et Magog, deux villes où le taux de chômage est fort différent.

«Le ministre (Monte) Solberg a fait la sourde oreille aux demandes légitimes de la population et de divers intervenants sociaux de l'Estrie. Les candidats aux présentes élections doivent s'engager à lutter contre l'abolition des disparités de

traitement selon notre lieu de résidence», a-t-il déclaré.

Gilles Fisette

\*\*\*\*\*

### **Radio-Canada, 30 septembre 2008 - Un enjeu politique à ne pas négliger**

La Coalition des sans-chemise continue de faire pression pour que la réforme de l'assurance-emploi devienne un enjeu électoral. Il est difficile pour la coalition de faire lever le débat sur l'assurance-emploi alors que le taux de chômage est particulièrement bas au Québec, mais dans la circonscription de Montmorency-Charlevoix-Haute-Côte-Nord, cette question suscite beaucoup d'intérêt.

En effet, dans cette région où on trouve de nombreux travailleurs saisonniers, la réforme de l'assurance-emploi constitue un enjeu politique important. À Sainte-Anne-de-Beaupré par exemple, où la saison touristique tire à sa fin, le petit restaurant juste à côté de la basilique, le Café du pèlerin, devra bientôt fermer ses portes jusqu'au printemps. Cinq employés seront mis à pied. Pour le propriétaire, Yves Boucher, un bon programme d'assurance-emploi est nécessaire non seulement pour les travailleurs, mais aussi pour les employeurs. « C'est important pour nous qu'ils puissent avoir leur chômage, sinon on se retrouve le bec à l'eau, on n'a pas d'employés pour recommencer la saison », explique-t-il.

Selon Danie Harvey, du mouvement action chômage dans Charlevoix, il y a dans la région au moins 40 % de la population qui se retrouve au chômage à un moment ou l'autre de l'année.

#### **Propositions des candidats**

Dans un tel contexte, les candidats se doivent de se prononcer sur le dossier de la réforme de l'assurance-emploi.

Michel Guimond, du Bloc québécois, admet qu'une réforme en profondeur s'impose afin de tenir compte de la réalité des travailleurs saisonniers.

Quant au candidat libéral, Robert Gauthier, il propose de couvrir la période de cinq semaines où les travailleurs se retrouvent sans revenus: « Pour ça, il va falloir qu'ils élisent un gouvernement qui est capable de ne pas juste en parler, de ne pas juste dire “ on est présent ”, mais de dire “ on peut! ” »

Pour le candidat conservateur Guy-Léonard Tremblay, la solution, c'est de voter

pour son parti. « Qu'est-ce que les gens ont à perdre à se donner un député qui va être au pouvoir, dites-moi-le. Moi, je m'engage à m'asseoir avec les intervenants et à trouver des pistes de solution », avance-t-il.

Tous s'entendent au moins sur une chose : il faudra aussi développer l'économie régionale pour combattre le chômage.

\*\*\*\*\*

### **CHLT - Sherbrooke, 30 septembre 2008 - Modifier l'assurance-emploi**

La Coalition régionale des Sans-chemise exige des modifications immédiates au régime de l'assurance-emploi.

Elle souhaite que les gens questionnent les candidats sur leur vision de l'assurance-emploi, tout en rappelant que les deux gouvernements précédents, tant les Libéraux que les Conservateurs, ont utilisé la caisse du régime à d'autres fins.

Au nombre des grands objectifs visés par la campagne actuelle, on souhaite ajouter une augmentation du taux de prestation et une prolongation de la période de prestations.

Denis Poudrier du Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie précise qu'il est important d'éliminer les disparités régionales.

La coalition réunit les grandes centrales syndicales, Solidarité populaire Estrie et le Mouvement des chômeurs et chômeuses de l'Estrie.

Jean-Pierre Quirion

\*\*\*\*\*

### **Stephen Harper est accueilli par des centaines de manifestants à Val d'Or**

Le chef conservateur Stephen Harper a été accueilli lundi, à Val-d'Or, par quelques centaines de manifestants, dont une majorité issus des rangs syndicaux, venus dénoncer publiquement ses politiques en matière de culture et de droits des femmes ainsi que l'insuffisance de son aide aux travailleurs touchés par la crise des secteurs manufacturiers et forestiers.

Les manifestants pacifiques répondaient à l'appel de l'auteur-compositeur-interprète

Richard Desjardins et des grandes centrales syndicales, qui invitent les électeurs au vote stratégique pour empêcher la constitution d'un gouvernement conservateur majoritaire.

Dans une lettre publiée par un journal de Montréal, le poète avait invité la population de l'Abitibi-Témiscamingue à "barrer le chemin" à Stephen Harper "pour la première fois".

"Plus Bush que Bush, Harper majoritaire va légiférer sans cesse en fonction de ses intérêts immédiats:ceux de la Chambre de commerce du pétrole de Calgary. Bloquons lui la route et construisons la nôtre", écrivait-il dans sa missive.

En dépit de cette exhortation, doublée de celle de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la caravane du chef conservateur n'a pas été stoppée et s'est rendue à destination sans encombre, avec l'aide de la Sûreté du Québec.

La circulation a néanmoins été bloquée pendant un moment et des manifestants autochtones ont indiqué à La Presse Canadienne que leurs proches, en route pour l'événement, avaient été retardés.

Le comité d'accueil était malgré tout impressionnant. Gilles Chapadeau, conseiller local pour la FTQ d'Abitibi était venu dire aux conservateurs qu'il jugeait très insuffisante leur aide à l'industrie forestière et qu'il ne partageait pas leurs valeurs.

Marie-Esther Penosway, Algonquine de la communauté de Kitcisakik, à une centaine de kilomètres de Val d'Or était pour sa part venue pour réclamer de l'électricité et de l'eau courante dans son village où vivent environ 400 personnes. "Le Canada aide le tiers monde, mais nous autres, qu'est-ce qu'on devient? On veut avoir notre aide pour avoir notre maison convenable", a-t-elle expliqué.

Les organisateurs conservateurs ont offert aux protestataires une rencontre avec le ministre sortant des Travaux publics, Christian Paradis, mais d'après le porte-parole de Stephen Harper, Dimitri Soudas, aucune réunion n'a eu lieu.

M. Harper était à Val d'Or pour un rare rassemblement partisan dans cette partie de la province. Il a profité de son passage dans cette région minière et forestière pour annoncer qu'un gouvernement conservateur réélu bonifierait son aide financière aux travailleurs âgés ayant perdu leur emploi.

Devant quelque 400 personnes réunies dans un hôtel, il a annoncé que le budget de l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés (ICTA) serait haussé pour atteindre 50

millions \$ par an d'ici 2011. Il est actuellement de 30 millions \$.

Ce programme, réservé aux habitants des petites communautés monoindustrielles, aide les chômeurs de 55 à 64 ans qui le désirent à acquérir de nouvelles compétences pour se trouver un nouvel emploi dans leur région.

La promesse des conservateurs engage aussi les provinces, qui fournissent 30 pour cent de l'ICTA.

La bonification de l'ICTA et de son ancêtre, le Programme d'aide aux travailleurs âgés (PATA), est avec l'utilisation des surplus de l'assurance-emploi, l'un des chevaux de bataille des syndicats et du Bloc québécois.

Avec son annonce, M. Harper tentait sans doute de marquer des points au détriment de Gilles Duceppe et de son équipe, qui représentaient les deux circonscriptions de la région jusqu'à la dissolution du parlement, le 7 septembre dernier.

Dans son allocution, il s'en est pris à plusieurs reprises au parti souverainiste. "Les députés du Bloc, il est temps de les échanger", a-t-il lancé à la foule enthousiaste, dans une allusion évidente à son sport préféré: le hockey.